

« Nous nous devons d'être proeuropéens »

Le futur chancelier autrichien, Sebastian Kurz, défend son projet de coalition avec le parti d'extrême droite FPÖ

ENTRETIEN

VIENNE - correspondant

A seulement 31 ans, le chrétien conservateur (Parti populaire autrichien, ÖVP) Sebastian Kurz a remporté les législatives autrichiennes du 15 octobre avec 31,47 % des voix, dans un contexte de très forte participation (80 %). Il a depuis entamé des négociations avec l'extrême droite, le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), qui a obtenu 25,97 % des voix, en vue de former un gouvernement. Depuis dix ans, une grande coalition entre sa famille politique et les sociaux-démocrates (SPÖ, 26,86 %) gouvernait ce pays d'Europe centrale qui compte 8,7 millions d'habitants. Eurosceptique et boycotté par Israël, le FPÖ a déjà participé deux fois à un gouvernement. Une fois avec la gauche, entre 1983 et 1986, et une fois avec la droite, entre 2000 et 2006.

Vous n'étiez pas encore en maternelle quand le rideau de fer est tombé. Se doter d'un chancelier délesté des lourdeurs de l'histoire, est-ce une chance pour l'Autriche ?

Je crois que cela peut constituer un avantage d'envisager l'action publique avec une certaine fraîcheur. D'un autre côté, l'expérience est nécessaire. J'ai parmi mes conseillers les plus proches des personnalités plus âgées, qui savent également m'apporter leur vision des choses. Dans le gouvernement autrichien sortant, personne n'a connu la seconde guerre mondiale. Cela n'est évidemment pas anodin. Mais bientôt viendront des générations qui n'auront connu ni la chute du rideau de fer ni l'adhésion de leur pays à l'UE. Elles devront, elles aussi, se doter de dirigeants sensibles au passé.

Ce manque de sensibilité concernant le passé, c'est

justement le procès récurrent fait à l'extrême droite. Il n'y a pas de « cordon sanitaire » en Autriche ?

J'ai formulé auprès de cet allié potentiel une condition simple : mon gouvernement se devra de rester proeuropéen. L'Autriche a une responsabilité historique. Notre histoire nous a légué l'obligation morale d'une absence de complaisance totale envers toutes les formes d'antisémitisme. Si je deviens chef du gouvernement, je serai particulièrement attentif à renforcer encore cette exigence.

Heinz-Christian Strache, le chef du FPÖ, pourrait devenir vice-chancelier. Lui demandez-vous de quitter le groupe parlementaire formé autour de Marine Le Pen à Strasbourg ?

Mon parti politique est arrivé en tête des législatives, pour la troisième fois seulement en cinquante ans. Nous jouissons d'une large avance et nous sommes proeuropéens, c'est ce qui devrait vous réjouir.

Le FPÖ réclame le ministère de l'intérieur. Or il est lié par un contrat d'échange d'informations avec Russie unie, la formation de Vladimir Poutine. Réclamez-vous qu'il dénonce cet accord ?

Pour moi, il est évident que tout ministre dans mon gouvernement devra s'en tenir aux lois et à la Constitution qui prévalent en Autriche, indépendamment des contacts entretenus par les uns et les autres, sur un plan officiel comme personnel. Les données confidentielles doivent le rester.

En 2000, le président Thomas Klestil avait rayé de la liste des ministrables deux élus FPÖ

connus pour leurs dérapages xénophobes. Déniez-vous à l'actuel chef de l'Etat, l'écologiste Alexander Van der Bellen, le droit de barrer la route du gou-

vernement à M. Strache, qui a eu des liens avec des néonazis ?

Les compétences du président en Autriche sont très vastes. Je respecte ses marges de manœuvre. Mais je rappelle que le FPÖ sera le partenaire minoritaire de la coalition.

Vous sentez-vous plus proche politiquement d'Emmanuel Macron ou du premier ministre hongrois Viktor Orban ?

J'apprécie beaucoup le président français. Sa capacité d'action est remarquable. Au niveau européen, je partage sa volonté de réformer et en particulier ses idées sur les questions sécuritaires et migratoires. Il est en capacité de faire évoluer l'Europe et si, en tant que représentant d'un pays beaucoup plus petit, je peux l'aider, alors je le ferai. Il m'a appelé et m'a félicité au lendemain des élec-

« Dans ma vision de l'Europe, il n'y a pas de membres de seconde zone »

tions. Nous avons eu un très bon contact. S'il y a, comme en Pologne, des développements négatifs, alors il est clair que nous ne devons pas nous taire. On ne doit pas transiger sur l'Etat de droit et la démocratie. Mais, dans ma vision de l'Europe, il n'y a pas de membres de seconde zone.

Vous avez promis de limiter l'immigration, l'Autriche

étant le pays comptant en proportion le plus de résidents

étrangers dans l'UE, après le Luxembourg. Mais comment comptez-vous maîtriser les flux migratoires ?

L'Autriche est parmi les pays de l'UE les plus affectés par la crise des migrants. Elle a enregistré plus de 150 000 demandes d'asile depuis 2015. Je me bats d'abord pour des frontières européennes extérieures sûres, qui sont les seules garantes de la libre circulation au sein de notre espace commun. Nombre de mes propositions, critiquées au début, sont désormais devenues réalité. Il y a un an et demi, j'ai affirmé que les sauvetages en Méditerranée ne devaient pas devenir des tickets d'entrée en Europe et que les ONG ne devaient pas coopérer avec les passeurs. J'ai été très vivement critiqué. Désormais, ces deux propositions font consensus. Mais nous devons parallèlement re-

fouler toute personne pénétrant illégalement dans l'espace Schengen et accueillir les réfugiés grâce à des programmes de répartition.

Vous souhaitez réserver les minima sociaux aux citoyens européens résidant en Autriche depuis au moins cinq ans. La mesure n'est-elle pas discriminatoire ?

Il faudra qu'elle soit compatible avec le droit européen. Il serait d'ailleurs utile d'ouvrir un débat européen sur le sujet. En Autriche, chaque résident touche, sans travailler, près de 900 euros en minima sociaux. C'est deux fois plus que le salaire moyen dans d'autres pays de l'UE, ce qui se traduit par un « tourisme social » auquel je souhaite mettre un point final. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
BLAISE GAUQUELIN

L'extrême droite exige le ministère de l'intérieur

L'EXTRÊME DROITE AUTRICHIENNE (FPÖ) a fait de l'obtention du ministère de l'intérieur sa condition pour participer à un gouvernement mené par Sebastian Kurz. Et son chef, Heinz-Christian Strache, l'ami viennois de Marine Le Pen, se verrait bien porter la casquette de «*premier flic*» du pays. Détenir ce portefeuille régalien lui permettrait d'occuper l'espace médiatique sur la question des migrations, de l'asile, de la lutte contre l'islam radical et le terrorisme djihadiste, tout en ayant un œil sur l'organisation et le déroulement des élections.

«*Si le FPÖ obtient ce ministère, il faut s'attendre à ce qu'il fasse pression pour une interprétation moins stricte de la Verbotsgesetz [loi entrée de 1947 qui réprime toute apologie du nazisme]*», prévient Heribert Schiedel, du Centre d'archives et de documentation sur la Résistance (DÖW), un organisme chargé de surveiller les mouvements extrémistes. Car, selon Karin Riss, une journaliste du quotidien libéral *Der Standard*, M. Strache a rencontré, dès l'âge de 15 ans, Gottfried Küssel, l'une des figures du milieu néonazi autrichien des années

1980 et 1990. Il a été lié personnellement, plusieurs années durant, à la fille d'un autre nostalgique des années brunes, Norbert Burger, même s'il réprime, depuis 2013, toute expression publique antisémite venue de ses rangs et a entamé une tentative de rapprochement avec Israël, dont il jure partager les combats contre le «*nouvel antisémitisme*», celui des islamistes.

«*Dommageable pour la réputation*»

Ce n'est donc pas un hasard si les plus hauts représentants de quatre religions, la juive, la catholique, la protestante et l'orthodoxe, ont choisi la date du 9 novembre pour publier une lettre ouverte appelant la classe politique autrichienne à adopter un positionnement clair contre toute forme de racisme, d'antisémitisme et de nationalisme. Il y a soixante-dix-neuf ans avait eu lieu la Nuit de cristal, le pogrom contre les juifs du III^e Reich. Et le camp de concentration de Mauthausen, devenu un musée du souvenir des persécutions nazies, est alimenté en subventions publiques par le ministère de l'intérieur, qui nomme quatre

des quinze représentants de son conseil d'administration. Il est également chargé de l'entretien des lieux commémoratifs, des cimetières militaires ainsi que du dossier délicat de l'avenir que l'Autriche entend réserver à la maison natale d'Adolf Hitler, une bâtisse située dans la petite ville de Braunau et dont elle a pris possession il y a moins d'un an, pour éviter qu'elle ne devienne un lieu de pèlerinage néonazi.

«*Je pense que la participation du FPÖ au gouvernement est dommageable pour la réputation du pays*, juge Wolfgang Müller-Funk, un chercheur en littérature de l'université de Vienne. *Notre politique intérieure va devenir instable et cela va compliquer nos relations avec Angela Merkel et Emmanuel Macron.*» Il milite activement pour la mise en place d'un exécutif minoritaire, à l'exemple de ce que la Suède avait réussi à produire en 2014. La droite avait alors soutenu un gouvernement de gauche sans majorité au Parlement, lui permettant de gérer le pays de manière stable, tout en maintenant l'extrême droite à l'écart. ■

B. G. (VIENNE, CORRESPONDANT)